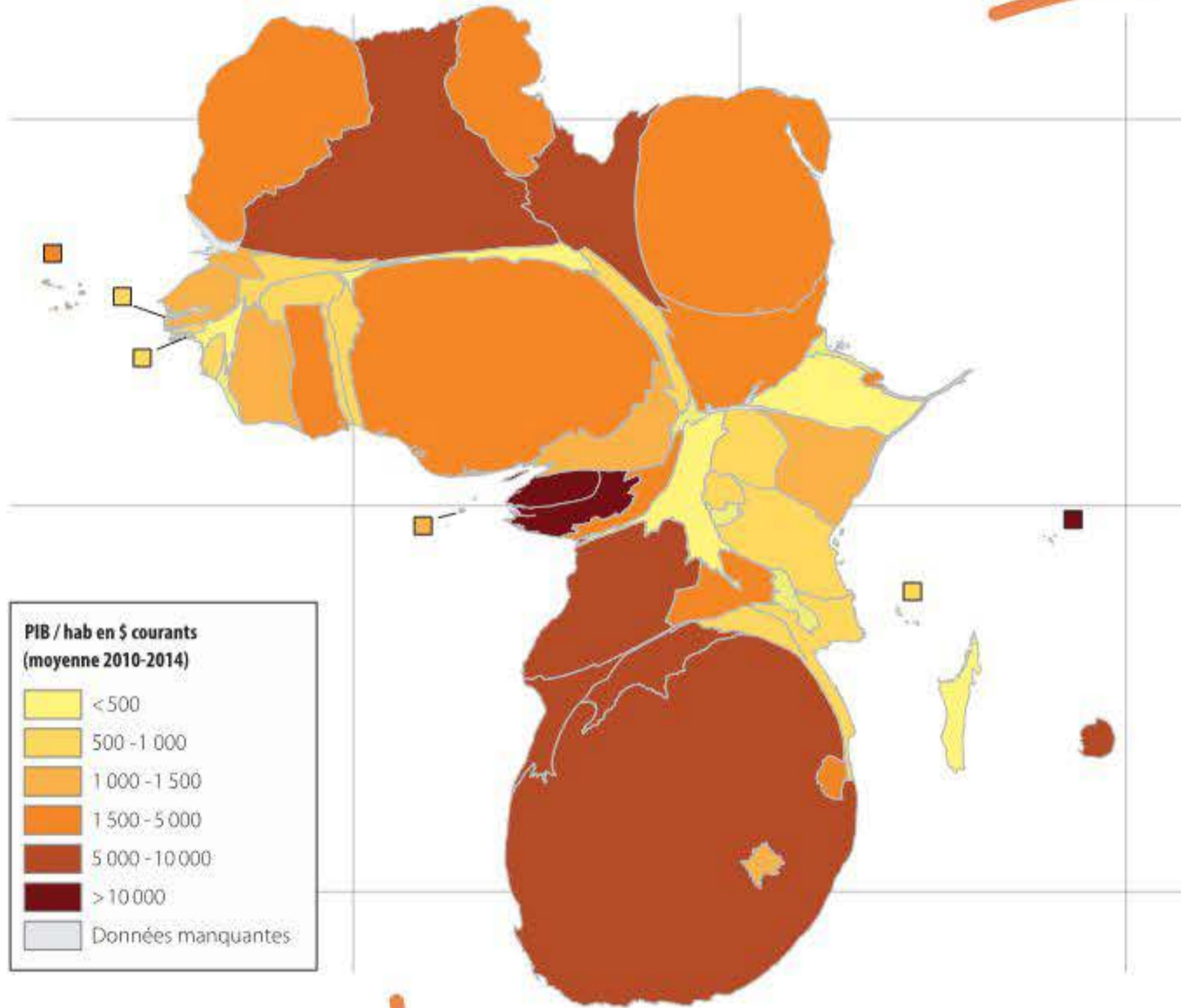


C11. L'Afrique selon le poids économique des pays

(Représentation proportionnelle à la valeur totale du PIB, moyenne 2010-2014)

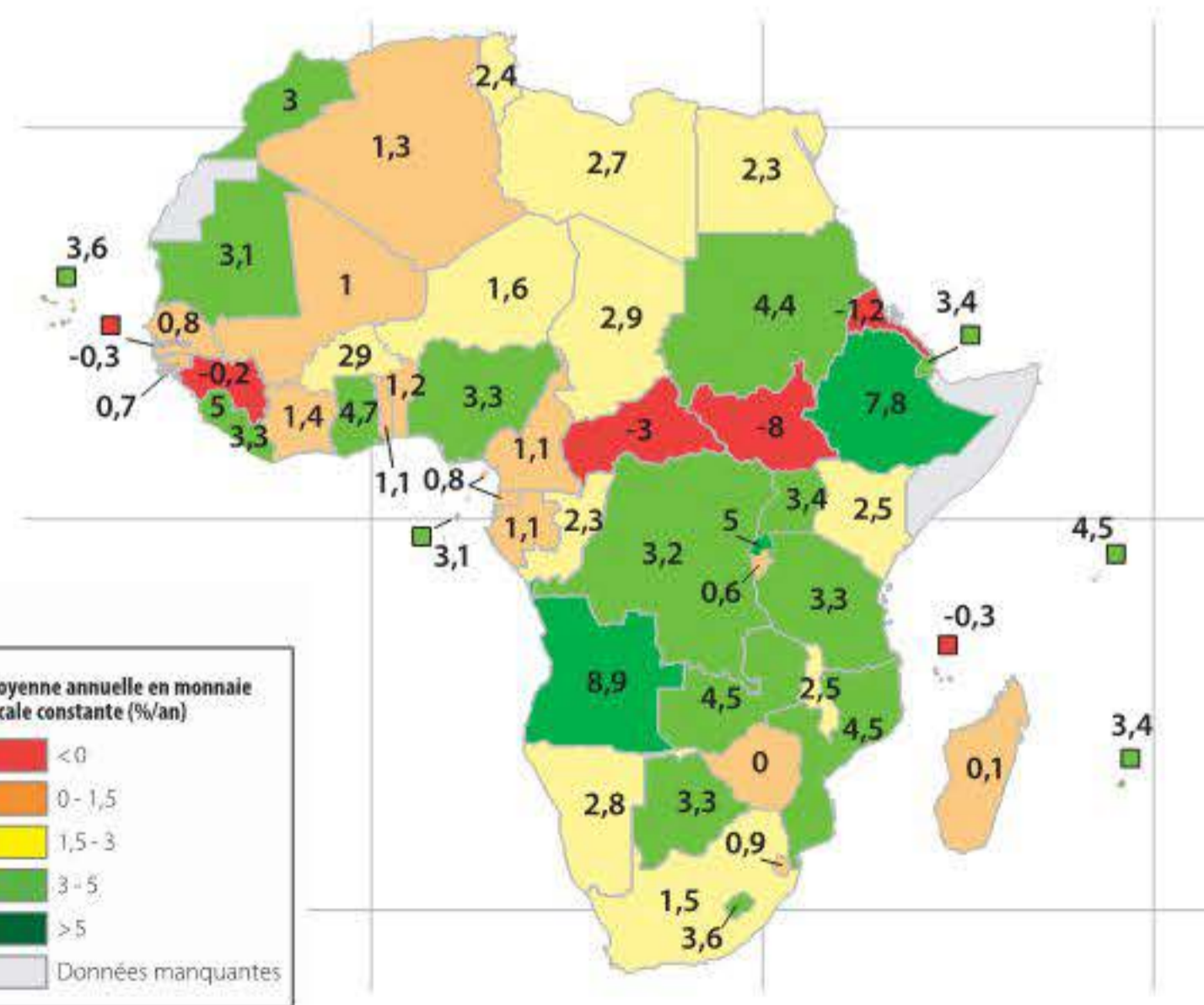
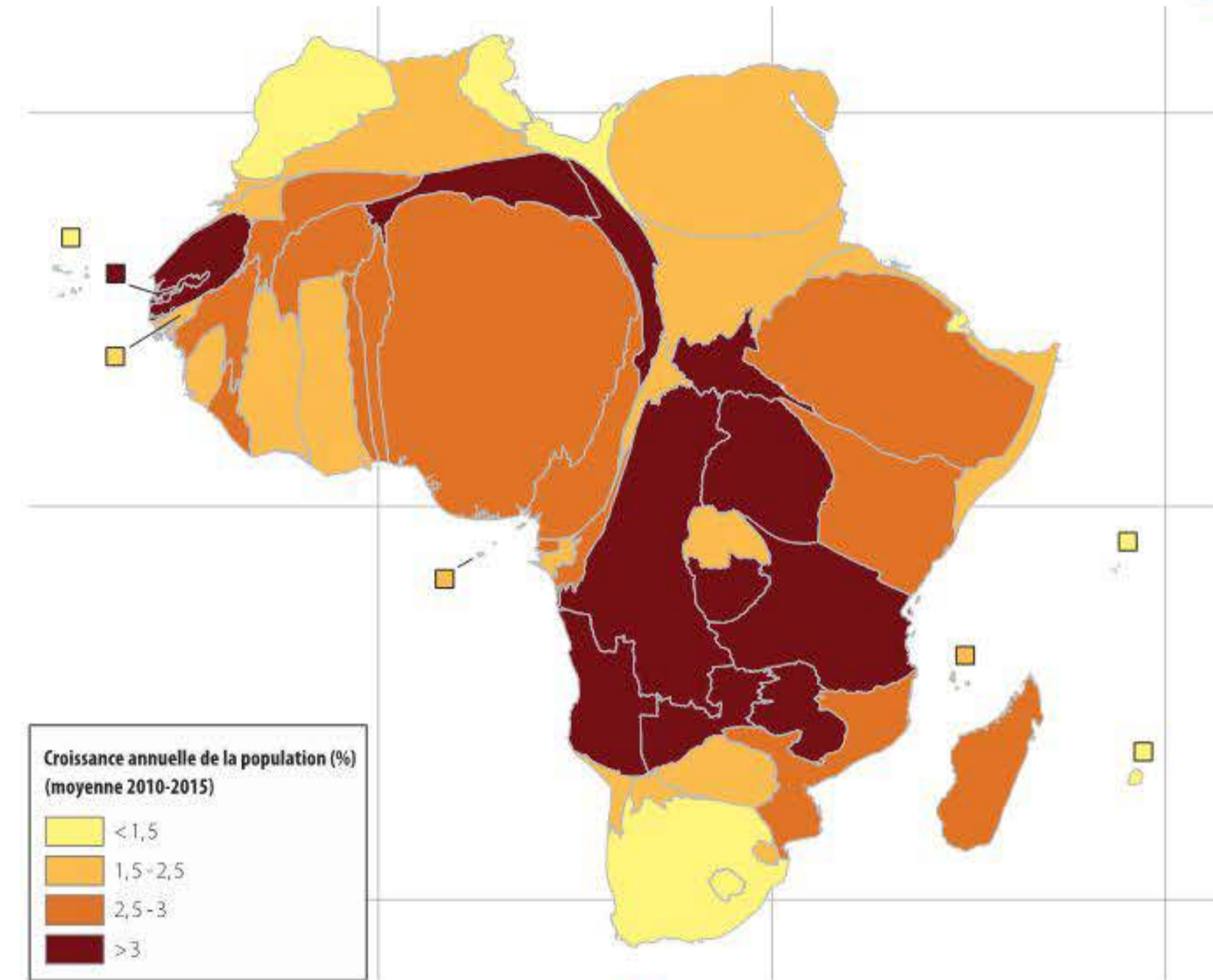
Source : VVDI (voir note en page 69)



C12. L'Afrique selon le poids démographique des pays

(Représentation proportionnelle à la taille de la population en 2015)

Source : WPP 2015 (voir note en page 69)



C13. Croissance moyenne du PIB par habitant (2005 - 2014)

Source : VVDI



QUELLES OPTIONS DE TRANSITION ÉCONOMIQUE ? DES APPROCHES SECTORIELLES AU MODÈLE TERRITORIAL

Malgré une croissance économique récente mais fragile, le continent a connu une lente transformation structurelle et est confronté à l'impératif d'une croissance plus inclusive et durable. Ce défi impose de réinvestir les stratégies de développement et l'adoption d'approches multisectorielles et territorialisées.

• La diversité du continent

L'Afrique s'est distinguée depuis le début du siècle par une forte croissance économique qui n'a pas été remise en cause par la crise financière de 2008-2009 qui a affecté les autres régions du monde. Cette croissance a été générée par l'expansion de la demande intérieure liée à la lente amélioration des niveaux de vie et à l'augmentation de la population, mais aussi par le boom des exportations et du prix des matières premières dont le continent est bien doté. Cette tendance est cependant en train de changer à cause du ralentissement de la croissance asiatique et de la demande mondiale en produits miniers et pétroliers.

Ce constat masque toutefois une grande diversité de situations régionales et nationales. Au-delà des crises politiques ayant affecté ou touchant encore plusieurs pays, avec des impacts majeurs sur leur croissance interne, l'Afrique révèle des trajectoires de changement structurel différenciées. Il convient tout d'abord de distinguer les deux extrémités du continent - les cinq pays d'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud -, qui ont des niveaux de revenus annuels par habitant situés entre 3.000 et

7.000 US\$, des économies diversifiées, des taux d'urbanisation élevés et une croissance démographique réduite (entre 1,5 et 2,5 % par an). Ensuite « l'Afrique du milieu » - l'Afrique subsaharienne moins l'Afrique du Sud - comprend 38 pays sur 48 où le revenu annuel par habitant est inférieur à 1.500 US\$, où les économies sont caractérisées par la prédominance des activités agricoles et minières (elles dépassent les 40 % du PIB dans 25 pays alors que le secteur manufacturier ne dépasse les 15 % que dans sept pays), et enfin où la population reste majoritairement rurale avec un taux de croissance démographique supérieur à 2,5 % par an (et à 3 % pour 12 pays).

Ainsi, alors que l'Afrique subsaharienne représente 75 % de la population africaine, elle ne correspond qu'à 45 % du PIB continental. Cette situation très spécifique résulte de l'insertion tardive du sous-continent dans l'économie mondiale, d'une tutelle coloniale contraignante à l'origine d'une fragmentation territoriale consolidée lors des indépendances, et d'une urbanisation récente et rentière basée sur l'administration et les matières premières. L'Afrique subsaharienne est la région de l'urbanisation sans industrialisation : un phénomène atypique dans l'histoire économique mondiale. Malgré ces caractéristiques communes, quelques pays ne bénéficiant pas d'activités extractives (en Afrique de l'Est notamment), ont réussi à engager un début de diversification économique avec une progression d'exportations à plus forte valeur ajoutée.

• Quelles options pour une croissance plus inclusive et durable ?

Le défi aujourd'hui est plus que jamais d'engager une dynamique de croissance qui permettra d'offrir des emplois décents aux 440 millions de jeunes arrivant sur le marché du travail dans les quinze prochaines années, tout en prenant en compte l'adaptation au changement climatique et la nécessaire gestion des ressources naturelles.

Plusieurs options sectorielles sont débattues afin d'identifier les meilleurs potentiels de croissance. Celle du développement industriel, qui a été le secteur historique d'absorption massive de la main-d'œuvre dans les autres régions du monde, reste la référence. Des possibilités nouvelles existent, notamment avec l'industrialisation légère de certains segments des chaînes de valeur mondiales et du fait de la hausse des coûts de la main-d'œuvre en Asie. Mais les handicaps structurels (infrastructures, formation, services) sont encore nombreux pour répondre au défi à moyen terme.

L'agriculture reste un secteur prioritaire puisqu'elle emploie encore la majorité des actifs. Son développement offre un effet de levier connu qui, par l'augmentation progressive des revenus agricoles, permet la hausse de la demande rurale et une progressive diversification des activités. La question du modèle de développement agricole est ici centrale avec le risque de privilégier des options capitalistiques basées sur des exploitations à grande échelle et fortement mécanisées, au détriment d'approches plus intensives en main-d'œuvre et basées sur l'agriculture familiale. L'amélioration des revenus agricoles reste une question centrale et incontournable qui renvoie à des politiques publiques volontaristes.

Le passage à une économie basée sur les services, « sautant » l'étape de l'industrialisation, est discuté. Mais cette option peut difficilement répondre à la demande d'emploi dans des secteurs qui sont eux aussi soumis

à la concurrence internationale. La croissance verte, basée sur des techniques à faible émission de carbone, recourant plus au travail et développant les services environnementaux, pourrait être une autre alternative mais les modalités concrètes restent largement à inventer.

• Mobiliser les ressources territoriales

L'ampleur du défi impose plus que jamais de réinvestir dans de véritables stratégies de développement prenant en compte la répartition sectorielle et géographique des activités et des hommes et s'appuyant sur le potentiel de développement existant au niveau local, national et sous-régional. Il est peu probable que l'option d'un développement basé sur les exportations, qui a fait le succès du modèle asiatique, soit répliquable dans le nouveau contexte international.

Ce changement de perspective impose de sortir de l'excessive segmentation des politiques publiques, avec leurs objectifs sectoriels cloisonnés, afin de libérer le potentiel de développement des territoires : mieux connaître les atouts, identifier et lever les contraintes à partir de diagnostics concertés débouchant sur des stratégies d'action.

Cette approche implique en particulier de réduire les asymétries territoriales héritées de l'histoire, avec des armatures urbaines déséquilibrées au profit des capitales où les villes petites et moyennes ne peuvent pas jouer pleinement leur rôle d'entraînement faute d'un niveau suffisant d'infrastructures et de services. Un investissement en biens publics à cette échelle de l'armature urbaine est à même de débloquent les dynamiques locales, de renforcer l'articulation entre villes et campagnes nécessaire à la diversification, et de mettre en valeur les ressources spécifiques de chaque territoire.

Bruno Losch